

BIENTÔT UN CONTRÔLE À L'HEURE POUR TOUS LES 'PROFITEURS' ?

Pierre GATTAZ dit : "ce n'est plus possible d'avoir un tel taux de chômage, et de voir des gens qui utilisent le système pour partir en vacances, faire le tour du monde plutôt que de chercher un emploi..."

Le même Pierre GATTAZ estime qu'il faudrait mieux contrôler les chômeurs dans leur recherche d'emploi et évoque un "contrôle journalier"

LE SNU POLE EMPLOI FSU NE DOUTE PAS DE LA PARFAITE CONNAISSANCE DU NUMÉRO UN DU MEDEF DES « PROFITEURS » DU SYSTÈME.

MAIS DE QUELS PROFITEURS S'AGIT-IL ?

**Est-on sûr qu'il s'agisse des demandeurs d'emploi ?
Est-on bien sûr qu'il s'agisse d'indemnisation chômage ?**

Qu'a fait le MEDEF des milliards d'euros de subventions publiques empochés au titre des politiques de l'emploi depuis plus de vingt ans ? Où sont passés les 60 milliards d'argent public versés au titre du CICE depuis 2013 aux entreprises ?

La réponse est désormais connue et se trouve dans le rapport 2016 du comité de suivi du CICE publié le 26 septembre dernier dont nous reproduisons les extraits ci-dessous :

Sur l'emploi créé :

" 45 000 à 115 000 emplois créés ou sauvegardés selon l'une des deux équipes de chercheurs de France Stratégie. Aucun effet positif selon la seconde équipe "

Sur l'investissement en recherche et développement :

" Au terme de la deuxième année, pas d'effet observable sur l'investissement, la R & D et les exportations. "

Sur les marges (et donc les profits) des entreprises :

" Un effet positif sur les marges des entreprises. Cela suggère que les entreprises ont consacré une partie importante du CICE à la reconstitution de leurs marges "

NON MR GATTAZ CE NE SONT PAS LES CHOMEURS QUI PROFITENT DU SYSTEME !

Seuls 43% d'entre eux perçoivent une indemnité dont le montant moyen de 90 euros par mois est sûrement inférieur à vos seuls frais de pressing mensuels !

Ce n'est pas le contrôle des demandeurs d'emploi qu'il faut renforcer ! Mais sûrement le contrôle des subventions octroyées au titre de vos promesses de créations d'emplois non tenues !

Paris le 18 octobre 2017

